

*Commerce extérieur*

Par ailleurs, le premier ministre (M. Trudeau) a créé, voilà près d'un an, un département d'État chargé des petites entreprises. Le titulaire de ce portefeuille fait de son mieux, dans les limites de sa compétence et de son mandat. Monsieur l'Orateur, ce ministre d'État ne peut toutefois que subir le même sort que l'ancien titulaire du portefeuille du multiculturalisme, étant donné qu'aucun programme digne de ce nom n'a été mis sur pied. Les députés n'ont sans doute pas oublié ce ministère, créé avant les élections de 1974, et que les libéraux ont supprimé une fois réélus à la majorité des suffrages. J'espère que le premier ministre ne réserve pas le même sort au département d'État chargé des petites entreprises.

La question est donc la suivante, monsieur l'Orateur: que faut-il faire pour encourager la participation active et saine des petites entreprises à l'économie canadienne? Je suis, pour ma part, fermement convaincu que ce qui nous manque depuis trop longtemps, c'est une politique ferme et novatrice à l'égard des petites entreprises. Il est bien triste de voir qu'après avoir assumé depuis sept mois ou plus la responsabilité des petites entreprises, le ministre ne sache même pas, comme on a pu le constater jeudi dernier, définir le rôle de son ministère à leur égard, pas plus que dire à la Chambre et aux milliers de petits entrepreneurs quand les Canadiens peuvent espérer pouvoir compter sur une politique dans ce domaine.

Au lieu de recourir à des mesures de fortune à l'égard des petites entreprises, comme il l'a fait dans beaucoup d'autres domaines, le gouvernement devrait adopter de toute urgence une politique bien définie, ou mieux encore, une loi sur les petites entreprises comme celles qui existent aux États-Unis, au Japon et ailleurs afin de dissiper au plus tôt le climat de confusion actuel que semblent créer d'éventuels programmes à long terme.

Le gouvernement ne peut certes pas étudier sérieusement les problèmes des petites entreprises et les solutions possibles quand le ministre ne sait même pas quel secteur précis de l'économie il représente. Ces faits et cette attitude sur le plan économique nous placent une vingtaine d'années en arrière des autres pays industrialisés. J'en ai obtenu la confirmation à une série de rencontres avec des représentants du gouvernement japonais, y compris le directeur de l'organisme chargé des petites et moyennes entreprises, ainsi qu'à un symposium précédent sur les petites entreprises tenu à Washington, D.C., auquel j'ai eu la chance d'assister. Fait plutôt étrange, je n'ai pas remarqué l'absence du ministre responsable des petites entreprises aux rencontres qui ont eu lieu à Washington et ailleurs; de toute façon, je crois que depuis qu'il est devenu responsable de ce secteur, le seul voyage qu'il a fait à l'étranger a été en Union soviétique. Nous nous demandons pourquoi.

Il n'est évidemment pas nécessaire d'aller à Tokyo ou à Washington pour comprendre notre problème. Mais ce qui m'a le plus frappé, surtout au Japon, a été la différence entre les priorités du gouvernement japonais et les nôtres. Au Japon, comme aux États-Unis, en Allemagne de l'Ouest et ailleurs, les gouvernements favorisent le bien-être des petites entreprises depuis une vingtaine d'années. C'est pourquoi leurs économies sont beaucoup plus avancées que la nôtre, surtout sur le plan du chômage; par exemple, même avec 110 millions d'habitants, le Japon ne connaît pas le chômage alors que nous avons atteint le chiffre effarant d'un million de chômeurs au Canada.

Une des grandes raisons de ce déséquilibre est que nous ne profitons pas de la façon la meilleure et la moins coûteuse de créer de l'emploi dans une économie mixte, et je veux parler, bien sûr, du secteur des petites entreprises. Malheureusement, les philosophies de nos gouvernements en général depuis une décennie ont eu tendance à préconiser la centralisation, des gouvernements plus gros et plus coûteux, des syndicats plus forts et plus puissants et un nombre limité de corporations multinationales plus grosses. Je crains beaucoup qu'à moins que cette tendance à la centralisation ne soit renversée d'ici peu, notre système—le système de libre marché sur lequel notre pays a été édifié—disparaisse lentement mais sûrement, seulement pour être remplacé par un régime de «socialisme d'entreprise».

Il n'en demeure pas moins que nos gouvernements continuent à ne consulter que la grosse entreprise et les syndicats et par conséquent, la plupart des lois sont orientées essentiellement vers ce secteur. Cela oblige la petite entreprise, qui, incidemment, compte plus de 50 p. 100 de la population active, à accepter les diverses lois qui ne visent pas à résoudre leurs problèmes au départ.

Il n'y a aucun doute que les besoins de la petite entreprise sont entièrement différents de ceux des grosses multinationales. Les contingents imposés sur les textiles importés sont un exemple de cette politique de la grosse entreprise. Naturellement, ces contingents sont nécessaires pour protéger les gros fabricants de textiles canadiens, mais ils ne devraient pas s'appliquer aux milliers de petites boutiques, d'importateurs, de commerçants et autres, qui importent des articles spécialisés que les fabricants canadiens n'envisageraient même pas de produire. Par conséquent, cela aggrave le chômage et augmente le nombre de faillites, qui ont déjà atteint un taux précédent dans notre histoire, et tout cela parce que nos lois sont axées sur la grosse entreprise et ne tiennent pas compte des petites entreprises qui sont automatiquement visées par elles.

Je comprends que la plupart des hommes politiques des démocraties du monde occidental savent que ce qui est «petit» est beau. Cependant, le rôle futur de la petite entreprise est de convaincre la population et ses dirigeants politiques que, sur le plan économique, c'est la petite industrie qui a été en fait le soutien de la libre entreprise que nous connaissons, et qu'elle doit continuer à servir de fondement à cette liberté économique, si nous ne voulons pas la perdre. A mon avis, pas un seul député, à l'exception de certains néo-démocrates peut-être, ne voudrait voir le régime de libre entreprise s'amenuiser encore davantage.

Comme le disent les annonces publicitaires parrainées par les compagnies d'assurance privées du Canada: «Sans défi à relever, nous deviendrions des légumes». J'aimerais signaler, aux fins du compte rendu, que j'ai approuvé, comme des millions de Canadiens, j'en suis sûr, l'initiative prise par ces compagnies d'assurance privées qui ont parrainé et financé cette série d'annonces publicitaires concernant la libre entreprise. Elles résument en gros l'essentiel de la force politique fondamentale de cette décennie, notamment la lutte contre la bureaucratie.

Aucun secteur de la société n'est plus vulnérable aux rouages du pouvoir bureaucratique que celui de la petite et de la moyenne entreprise. De façon générale, parce que ce sont de